

## Cinq généralistes pour 8500 âmes, et trois de ceux-ci ont 60 ans ou plus...

**Avec cinq généralistes pour 8500 habitants, Orp-Jauche risque de souffrir bientôt d'un manque de médecins de famille.**

● **Laurent SAUBLENS**

Installée à Orp-Jauche, Véronique Oestges y est médecin généraliste tout comme son époux, Philippe Cartilier qui lui opère principalement sur Hannut. Leur boulot, ils l'aiment et n'en changeraient pour rien au monde. Mais ce n'est pas pour autant que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes. Le manque de médecins généralistes se fait sentir avec tous les risques que cela occasionne.

«Pour Orp-Jauche, on a fait le compte. Il y a cinq médecins pour 8500 habitants. Et le pire, c'est

que trois d'entre eux ont 60, 65 et 67 ans.» Lorsqu'on évoque leur travail, Véronique et Philippe parlent avec passion. Mais ils tirent la sonnette d'alarme. La situation est là, il y a de moins en moins de médecins. Et les chiffres sont souvent trompeurs. «On parle de docteur avec numéro Inami mais cela ne veut rien dire. Prenez tous ceux qui travaillent en maison médicale. Cela augmente le potentiel, c'est vrai. Mais on oublie que ces maisons médicales ferment parfois à 16 h, que les médecins y travaillent en tournante et n'ont donc pas des journées aussi chargées que les médecins de famille.»

C'est aussi oublier les attentes des patients pour lesquels le médecin a aussi à jouer un rôle d'écoute. «La richesse de notre pays, c'est la qualité du service des médecins et sa proximité. C'est vraiment important de pouvoir compter sur un médecin qui se déplace à n'importe quel moment. Comparé à d'autres pays, il n'y a pas photo. Mais avec la pénurie

qui pointe le bout du nez, on est en train de prendre cela aux gens. Et si on ne fait plus que des maisons médicales, on va perdre de cette qualité. C'est vraiment dommage que les pouvoirs publics ne se rendent pas compte de cela. On perd le contact humain...»

Véronique Oestges et Philippe Cartilier ne font cependant pas le procès des maisons médicales. «Elles sont généralement bien gérées, on y trouve beaucoup de services, médecin, kiné, etc., mais cela fait médecine hospitalière alors que nous sommes des médecins de famille.»

L'avenir ? «On nous propose des solutions qui ne nous conviennent pas. Par exemple, les postes médicaux de garde. On aura des visites plus éloignées, avec des patients dont on ne connaît même pas le ou les médecins habituels, et nous ne sommes pas convaincus que cela réduira considérablement le nombre de gardes... Et puis, il y aura le passage obligé à l'informatique en 2018...» ■

### « Impossible de faire plus »

Avec la pénurie de médecins généralistes, la surcharge de travail est de plus en plus monnaie courante. «Pour l'instant, sur la région, on gère tout juste, témoigne Véronique Oestges. Mais cela devient difficile de faire plus intellectuellement et

physiquement. Nous en sommes à des horaires de 13 heures par jour ! » Son mari Philippe Cartilier enchaîne : «Il ne faut pas oublier que nous sommes responsables de tous les actes que nous posons. Cela génère forcément du stress et nécessite une certaine fraîcheur qui est impossible à conserver au-delà de cette durée.»

L'autre préoccupation, est le rôle humain joué par les médecins

de famille. «Ce rôle humain et social est en péril. Il n'est pas rare que nous soyons appelés à régler des soucis de couples, des gosses à l'école ou de la solitude chez certains patients.»

La finalité du numerus clausus décrété voici plus de vingt ans, Véronique et Philippe ne la comprennent pas. «À part nous mettre dans l'embarras...» **L.S.**

## Trois postes médicaux de garde en BW pour octobre

**C'est ce vendredi que l'INAMI et le cabinet de la ministre Maggie De Block doivent débloquer le projet. Les lieux d'implantation sont connus.**

**L**e D<sup>r</sup> Nathalie Schirvel assure la coordination pour « PMG La Brabançonne », c'est-à-dire les futurs postes médicaux de garde pour le Brabant wallon. Si cela fait dix ans qu'un premier PMG a vu le jour à Charleroi, d'autres PMG ont été mis en place en Wallonie et à Bruxelles alors que le territoire de la Flandre est moins couvert.

« Nous attendons avec impatience la confirmation de l'accord qui doit être conclu ce vendredi à l'INAMI, en présence d'un membre du cabinet de la ministre Maggie De Block. On espère ouvrir nos trois PMG en octobre 2016. Les médecins du Brabant wallon avaient été surpris du gel budgétaire décidé par le cabinet De Block fin 2015, et le projet a été gelé par prudence en attendant d'être plus confiant dans l'obtention des subventions. »

Mais voilà, le bout du tunnel semble être là. « C'est un vrai projet de démocratie participative : les médecins généralistes représentants des treize cercles du Brabant wallon liés au projet se réunissent pour discuter ensemble depuis un peu plus de deux ans. Il faut bien comprendre qu'il s'agit d'initiatives loca-

les, gérées par les cercles de médecins généralistes, que l'État subventionne et supervise, dans la perspective de faire face à la pénurie de médecins généralistes qui s'annonce. »

Nathalie Schirvel ajoute que la situation est particulière en Belgique, en comparaison avec d'autres pays européens : « En Belgique, les généralistes sont obligés d'assurer la continuité des soins 24 heures sur 24 pour être agréés ; en France par exemple, les médecins de garde sont volontaires. »

267 médecins se mobiliseront pour assurer le service pour les trois postes.

« Il devrait y avoir un poste médical de garde à Braine-l'Alleud pour la partie ouest du Brabant wallon, un autre à Louvain-la-Neuve pour le centre et enfin un dernier à Jodoigne pour l'est de la province. Dans un premier temps, ils seront fonctionnels le week-end et les jours fériés avant d'envisager les nuits en semaine par la suite. Il devrait y avoir en outre des équipes mobiles pour se déplacer à domicile si besoin. À ce sujet, le rôle du numéro d'appel 1733 est important. La centrale est gérée par les pompiers qui assurent un tri téléphonique. Cela limite les fausses urgences et les déplacements inutiles. » ■

**L.S.**